

Cote du document: EB 2021/LOT/P.4/Rev.1
Date: 1^{er} octobre 2021
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

Royaume du Lesotho

Projet de régénération des paysages et des moyens d'existence

Numéro du projet: 2000002340

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Sara Mbago-Bhunu
Directrice régionale
Division Afrique orientale et australe
téléphone: +39 06 5459 2838
courriel: s.mbago-bhunu@ifad.org

Philipp Baumgartner
Directeur de pays
téléphone: +27 11 517 1539
courriel: p.baumgartner@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes

Carte de la zone du projet	i
Résumé du financement	ii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	2
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	4
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	6
III. Risques	10
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	10
D. Soutenabilité de la dette	10
IV. Exécution	11
A. Cadre organisationnel	11
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	12
C. Plans d'exécution	13
V. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VI. Recommandation	13

Appendices

- I. Negotiated financing agreement (L'accord de financement négocié sera transmis aux représentants au Conseil d'administration.)
- II. Logical framework
- III. Integrated Project Risk Matrix

Équipe d'exécution du projet*

Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directeur de pays:	Philipp Baumgartner
Responsable technique:	Harold Liversage
Responsable des finances:	Virginia Cameron
Spécialiste climat et environnement:	Paxina Chileshe
Responsable de l'inclusion sociale et des thématiques transversales:	Florence Munyiri
Juriste:	Felister Munyua

* L'équipe a bénéficié du soutien d'autres membres du personnel technique du FIDA, du secrétariat de la Division Afrique orientale et australe, de consultants, ainsi que de responsables publics recensés lors de la conception du projet.

Sigles et acronymes

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
Fonds de l'OPEP	Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement international
PIB	produit intérieur brut
PTBA	plan de travail et budget annuel

Carte de la zone du projet



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA | 1^{er} septembre 2021

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	Ministère des finances du Gouvernement du Royaume du Lesotho
Organisme d'exécution:	Ministère des forêts, des parcours et de la conservation des sols
Coût total du projet:	46,348 millions d'USD
Montant du premier prêt du FIDA:	3,14 millions d'EUR, soit 3,73 millions d'USD
Conditions du premier prêt du FIDA:	Ce prêt, consenti à des conditions particulièrement favorables (prêt particulièrement concessionnel), sera exempt d'intérêt, mais comportera une commission de service fixe, déterminée par le Fonds à la date d'approbation du prêt par le Conseil d'administration et exigible chaque semestre dans la monnaie de libellé des frais de service du prêt. Il sera assorti d'un délai de remboursement de quarante (40) ans, y compris un différé d'amortissement de dix (10) ans à compter de la date d'approbation du prêt par le Conseil d'administration du Fonds. Le principal du prêt particulièrement concessionnel sera remboursé à 4,5% du montant total du principal par an sur les années onze (11) à trente (30), puis à 1% du montant total du principal par an pour les années trente et un (31) à quarante (40).
Montant du deuxième prêt du FIDA:	6,36 millions d'EUR, soit 7,57 millions d'USD
Conditions du deuxième prêt du FIDA:	Ce prêt, consenti à des conditions mixtes, sera assorti d'un taux d'intérêt sur le montant de l'encours en principal et comportera une commission de service déterminée par le Fonds à la date d'approbation du prêt par le Conseil d'administration. Le taux d'intérêt et la commission de service seront fixés pour la durée totale du prêt et les montants concernés seront exigibles chaque semestre dans la monnaie de libellé des frais de service du prêt. Le prêt sera assorti d'un délai de remboursement de vingt-cinq (25) ans, y compris un différé d'amortissement de cinq (5) ans à compter de la date d'approbation du prêt par le Conseil d'administration du Fonds. Le remboursement du principal du prêt consenti à des conditions mixtes se fera en plusieurs versements égaux.

Cofinanceurs:	<p>Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement international (Fonds de l'OPEP)</p> <p>Fonds pour l'environnement mondial (FEM)</p> <p>Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)</p> <p>Les possibilités de cofinancement sont examinées avec les trois parties concernées. Le Fonds de l'OPEP attend la demande d'emprunt et compte approuver le projet en septembre 2021; les financements du FEM doivent être validés par son président-directeur général en novembre 2021, le cofinancement de la FAO étant engagé conformément à un mémorandum d'accord conclu par cette dernière à l'égard du Projet de régénération des paysages et des moyens d'existence, dont le texte figure en annexe du manuel d'exécution du projet. Celui-ci sera finalisé lorsque les fonds du FEM auront été approuvés.</p>
Montant du cofinancement:	<p>Fonds de l'OPEP 15,50 millions d'USD</p> <p>FEM: 3,50 millions d'USD</p> <p>FAO: 2,40 millions d'USD</p>
Conditions du cofinancement:	<p>Fonds de l'OPEP: prêt et don</p> <p>FEM: don</p> <p>FAO: contribution en nature</p>
Contribution de l'Emprunteur:	7,99 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	2,16 millions d'USD
Déficit de financement:	3,50 millions d'USD
Montant du financement de l'action climatique accordé par le FIDA:	6,55 millions d'USD

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 54.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. **Perspectives économiques.** Le Royaume du Lesotho a été reclassé il y a peu dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure; pourtant, près de la moitié de sa population vit encore en dessous du seuil de pauvreté national (1,65 USD par jour). Selon les projections, la croissance du produit intérieur brut (PIB) du Lesotho, qui était de 1,13% entre 2015 et 2020, devrait ralentir au cours des années à venir pour retomber à 0,6%, sous l'effet de la pandémie de COVID-19. La dette nationale s'élève aujourd'hui à environ 47% du PIB¹.
2. **Démographie et développement humain.** Le Lesotho compte quelque 2,1 millions d'habitants, dont 80% environ vivent en milieu rural. L'indice de développement humain du pays s'établit à 0,497. Le Lesotho est largement touché par la faim² et enregistre une forte prévalence du VIH/sida (23,4% en 2017)³. Si ce dernier est aujourd'hui la principale cause de morbidité et de mortalité dans le pays, la faim comme le VIH/sida sont à l'origine de graves problèmes sanitaires et économiques à l'échelle nationale. L'espérance de vie est de 54 ans⁴.
3. **Agriculture et sécurité alimentaire.** La production agricole, dont 70% des ménages sont partiellement tributaires, est la première source de moyens d'existence des populations rurales. En 2018, l'agriculture représentait 8% du PIB et employait 44% de la population active. Le Lesotho est un petit pays enclavé dont la stabilité macroéconomique dépend des tendances économiques enregistrées en Afrique du Sud. Il pâtit également des économies d'échelle des pays voisins. La majorité des aliments consommés dans le pays sont importés. Compte tenu de l'âpreté des conditions agroclimatiques et de la superficie limitée des terres arables, la croissance agricole est faible.
4. **Politiques et programmes.** Monarchie constitutionnelle fondé sur un régime démocratique parlementaire, le Lesotho a traversé des périodes d'instabilité politique récurrentes. Le plan national de développement stratégique pour 2019-2023 souligne l'importance cruciale que revêt l'agriculture aux yeux des populations rurales pauvres et fixe trois objectifs pour le secteur: i) commercialisation durable et diversification de l'agriculture; ii) développement des systèmes agroalimentaires; iii) remise en état des terrains de parcours et des zones humides. Le pays ne dispose d'aucun cadre national, multisectoriel et global axé sur les problèmes du monde rural.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

5. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), le projet a été validé comme:
 - incluant des fonds pour l'action climatique;

¹ Banque mondiale, Lesotho – Vue d'ensemble.

² Le Lesotho occupe la 100^e place sur 107 dans le classement 2020 de l'Indice de la faim dans le monde.

³ Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, fiches d'information sur le Lesotho.

⁴ Programme des Nations Unies pour le développement, indicateurs de développement humain.

tenant compte des enjeux nutritionnels.

6. **Genre.** Au Lesotho, les femmes représentent la majorité de la main-d'œuvre agricole et contribuent de manière considérable à la sécurité alimentaire des ménages. Toutefois, leur rôle n'est pas reconnu à sa juste valeur et reste limité par les contrôles qui s'exercent sur les ressources, les services et les possibilités d'emploi. Les violences fondées sur le genre sont répandues (86% des femmes sont touchées)⁵. Bien que des progrès notables aient été enregistrés, des disparités économiques et sociales persistent.
7. **Jeunes.** La population du Lesotho est jeune: 39% des habitants ont entre 15 et 35 ans. Le chômage touche 15,3% des 25-29 ans, un pourcentage qui grimpe à 36% chez les jeunes ruraux. En outre, 54,3% des jeunes de moins de 18 ans sont orphelins (principalement en raison de la mortalité due au VIH/sida). Dans l'ensemble, les jeunes ruraux ont un accès insuffisant aux moyens de production, aux financements et aux activités de développement des compétences.
8. **Enjeux nutritionnels.** La malnutrition est très répandue au Lesotho, ce qui se traduit par des taux élevés de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (33%), avec de fortes disparités à l'échelle du territoire national. La mauvaise alimentation est à l'origine de taux élevés d'anémie (51% des enfants de moins de 5 ans) et de surpoids (45% des femmes âgées de 15 à 49 ans).
9. **Environnement et changements climatiques.** D'après les simulations climatiques, l'élévation des températures devrait atteindre 1,5 à 2 °C et les précipitations mensuelles totales devraient diminuer d'environ 5,5% d'ici à 2050⁶. Les épisodes récurrents de sécheresse réduiront la quantité d'eau disponible pour l'agriculture à dominante pluviale. Les changements climatiques pourraient avoir d'autres effets: mauvaises récoltes en cas de stress thermique ou hydrique, pertes de production en raison de pluies imprévisibles, réduction des surfaces cultivables, et sensibilité accrue aux organismes nuisibles et aux maladies.
10. **Justification de l'intervention du FIDA.** Le Projet de régénération des paysages et des moyens d'existence permet au FIDA de mettre à profit ses 40 années de collaboration avec le Gouvernement du Lesotho et d'imprimer un élan en faveur de mesures de régénération concertées. Il vise à rassembler les principaux partenaires de développement, notamment la Banque mondiale, la FAO et le Programme alimentaire mondial, afin non seulement d'appuyer la réalisation des objectifs stratégiques établis par le Fonds, mais aussi de contribuer aux buts énoncés dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Étant parvenu à mobiliser des cofinancements auprès du FEM et du Fonds de l'OPEP, le FIDA réaffirmera, dans le cadre du Projet de régénération des paysages et des moyens d'existence, le rôle moteur qu'il joue dans l'offre de services financiers ruraux innovants dans la région.

B. Enseignements tirés

11. Le projet s'appuie sur les enseignements tirés au Lesotho et ailleurs. Comme l'a souligné le document d'examen des résultats du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) couvrant la période 1998-2018, le Lesotho a besoin d'un appui constant pour venir à bout du double fardeau de la dégradation à grande échelle des zones rurales et de la pauvreté rurale chronique. En effet, pour faire évoluer les comportements et instaurer une utilisation plus durable des ressources, il faut du temps, une action continue et, dans l'idéal, des mesures d'incitation intelligentes.
12. Une analyse approfondie des données d'expérience relatives aux dispositifs d'emploi décentralisés et participatifs et aux innovations, instruments de suivi et

⁵ Agence allemande de coopération internationale, *Partnership for Prevention of Violence against Women and Girls*, 2018.

⁶ FIDA et Université du Cap, *Climate Change and Future Crop Suitability in Lesotho*, 2020.

mécanismes de reproduction à plus grande échelle associés⁷ a été menée pour étayer la formulation des objectifs et de l'approche du projet. Celui-ci s'appuie ainsi sur les enseignements tirés de la construction de routes dans le cadre du Projet d'appui à la production de laine et de mohair, ainsi que de l'intervention sur les dispositifs d'emploi menée par le Ministère des forêts, des parcs et de la conservation des sols, et exploite les données d'expérience internationales concernant la mise en place de mécanismes de partage des avantages⁸ et de solutions d'appui fondées sur la performance⁹.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

13. **L'objectif du projet en matière de développement** est de faire en sorte que les populations rurales adoptent des pratiques porteuses de transformation qui leur permettent de régénérer les paysages et de bénéficier de moyens d'existence durables, en vue d'une alimentation de plus grande qualité et d'une meilleure adaptation aux changements climatiques. Cet objectif est étayé par quatre effets directs: i) modification des pratiques d'utilisation des ressources; ii) réduction de la dégradation de l'environnement; iii) amélioration des moyens d'existence; iv) mise en place d'un mécanisme et d'un fonds pour la régénération des paysages. La durée prévue du projet est de huit ans.
14. **Zone d'intervention.** Le projet couvre l'ensemble du territoire national et débutera dans cinq districts: Thaba-Tseka, Leribe, Berea, Qachas Nek et Botha-Bothe. Il portera sur les paysages de 16 sous-bassins versants, 1 000 villages et 1 000 coalitions et groupements (associations de pâturage, groupes d'épargne féminins, groupements d'éleveurs). Le choix des sous-bassins versants et des paysages est sous-tendu par des variables biophysiques et socioéconomiques clés sur la vulnérabilité climatique.
15. **Groupes cibles et stratégie.** Quelque 100 000 personnes et 68 000 ménages ruraux bénéficieront directement du projet. En moyenne, les ménages ruraux du Lesotho comptent cinq membres, ce qui représente 340 000 bénéficiaires. Les ménages ruraux vulnérables, qui constituent le principal groupe cible, comprennent de petits producteurs (agriculteurs et agricultrices pauvres, propriétaires de bétail, bergers et bergères), des jeunes sans emploi et des salariés. La stratégie de ciblage du Projet de régénération des paysages et des moyens d'existence s'articule autour d'une démarche triple à l'appui des objectifs fixés. Pour ce qui est de la gestion environnementale, des activités de conscientisation seront menées dans les villages en vue de favoriser la participation des populations. En ce qui concerne la création de revenus pour les ménages, une approche axée sur les populations pauvres et tenant compte des questions de genre sera retenue pour toucher les personnes les plus vulnérables. S'agissant de la sensibilisation des populations, des campagnes nationales (à la radio et à la télévision) et des visites dans les écoles seront organisées.
16. **Genre, jeunes et enjeux nutritionnels.** Le projet intègre, entre autres instruments, le Système de formation-action pour l'égalité femmes-hommes et d'autres méthodes axées sur les ménages afin de renforcer le capital social des groupes cibles. Des quotas seront fixés pour atteindre les objectifs de participation des femmes (40%) et des jeunes (20%). De même, les deux premières composantes visent à améliorer l'alimentation en renforçant la sécurité alimentaire grâce aux mesures suivantes: i) appui à la production d'aliments variés et nutritifs; ii) promotion de la consommation d'aliments sains et nutritifs au sein des ménages; iii) amélioration de l'hygiène des ménages; iv) aide fournie pour donner aux femmes les moyens d'accéder à des ressources productives et à des activités

⁷ FIDA, *Community-driven development in IFAD-supported projects evaluation analysis*, 2020.

⁸ Fonds pour l'eau dans le Haut Tana-Nairobi au Kenya, appuyé par le FIDA et le FEM.

⁹ Projet de gestion communautaire des bassins versants de Kirehe au Rwanda.

rémunératrices et de les contrôler. Les interventions axées sur les enjeux nutritionnels seront destinées à au moins un tiers des bénéficiaires du projet.

B. Composantes, résultats et activités

17. Le projet comprendra les composantes suivantes: i) mécanisme de création de coalitions pour la régénération; ii) fonds d'initiative pour la régénération; iii) gestion et coordination du projet.

Composante A: mécanisme de création de coalitions pour la régénération

18. Dans le cadre de cette composante, les membres des collectivités et les groupements d'intérêt locaux d'une unité de paysage donnée seront regroupés sous la bannière d'une « coalition pour la régénération des paysages ». Il est ainsi attendu que les coalitions composées de groupements et de décideurs locaux entament des mesures de régénération des paysages. La composante A repose sur trois grands groupes d'activités complémentaires:

- i) **Exercice de cadrage et évaluations.** Conformément à l'accent mis sur la participation, cet ensemble d'activités comprend: i) la cartographie des organisations locales et la détermination des niveaux perçus de cohésion sociale; ii) l'évaluation des difficultés à relever et des occasions à saisir sur le plan environnemental et socioéconomique, notamment en rapport avec la gestion des ressources naturelles. Ces deux volets seront facilités par l'équipe de projet et les prestataires de services, et exécutés par les collectivités elles-mêmes.
- ii) **Mise sur pied de coalitions.** Des coalitions composées d'organisations locales, d'agriculteurs et de villageois sont établies de manière interactive dans les villages d'intervention. Cette sous-composante inclut: i) dans un premier temps, la mise en œuvre d'activités participatives de sensibilisation à la gestion durable des ressources naturelles et la formulation de demandes aux collectivités pour qu'elles définissent des mesures d'atténuation; ii) ensuite, l'établissement de coalitions sous forme de structures officielles, qui pourront dès lors soumettre des demandes de financement auprès des différents guichets du fonds d'initiative pour la régénération.
- iii) **Planification, mobilisation et appui à l'exécution.** Cet ensemble d'activités comprend: i) la fourniture d'une assistance technique pour l'évaluation et l'aménagement des paysages; ii) la mise en œuvre d'un dispositif d'appui aux coalitions dans le cadre de la présentation de plans au fonds d'initiative pour la régénération; iii) la prestation d'une assistance continue en vue de l'application de la stratégie.
- iv) **Activités de démonstration sur l'alimentation et l'inclusion sociale.** Il est prévu de mener un ensemble d'activités autour des questions nutritionnelles, selon les cinq axes suivants: augmentation de la production; promotion de la consommation; amélioration de l'hygiène; renforcement de l'accès des femmes aux ressources productives; appui à l'éducation nutritionnelle. Dans le cadre du projet, une stratégie et un plan d'action pour l'égalité femmes-hommes et les jeunes seront élaborés pour faire en sorte que tout le monde puisse participer sur un pied d'égalité.

Composante B: fonds d'initiative pour la régénération

19. Le fonds d'initiative pour la régénération a vocation à mobiliser des investissements destinés à des activités tout aussi bénéfiques pour les populations que pour l'environnement. Le fonds est assujéti à des conditions strictes de décaissement et à des audits de performance à mi-parcours. Pour appuyer la viabilité à long terme du fonds, des cofinancements seront mobilisés et des partenariats seront établis au cours du projet. Mis en place selon une démarche

progressive, le fonds comprend trois guichets de financement, qui donnent accès à des appuis techniques et financiers:

- i) Le **guichet d'appui aux unités de paysage** s'adresse aux coalitions et aux groupements, y compris les groupements paysagers composés de femmes et de jeunes, et apportera un appui aux dispositifs d'emploi (notamment dans le cadre du débroussaillage et du réensemencement des terres dégradées), aux petites infrastructures vertes et grises pour la conservation des sols et de l'eau, ainsi qu'aux projets locaux de foresterie ou de développement de la biodiversité.
- ii) Le **guichet des entreprises durables** s'adresse aux entreprises rurales qui souhaitent adopter des pratiques plus viables. Il prévoit une assistance technique qui inclura des activités d'acquisition de connaissances financières et de compétences en développement commercial à l'intention des jeunes et des femmes.
- iii) Le **guichet innovation** s'adresse aux entreprises, aux groupements et aux organisations de la société civile qui cherchent à innover pour régénérer les paysages. Il vise à apporter des financements de démarrage pour appuyer la recherche-développement et la mise à l'essai d'innovations, conjointement avec les travaux des coalitions paysagères participant au projet. Il ciblera explicitement 20% de jeunes.

Composante C: gestion et coordination du projet

20. Cette composante contribuera à l'exécution efficace et efficiente des composantes A et B. Elle inclut: i) le suivi-évaluation du projet; ii) la participation à l'élaboration des politiques; iii) les fonctions liées à la gestion des savoirs; iv) la coordination d'activités innovantes; v) la gestion des partenariats.

C. Théorie du changement

21. La théorie du changement du Projet de régénération des paysages et des moyens d'existence se fonde sur l'idée que la pauvreté rurale et la dégradation de l'environnement s'aggravent mutuellement, ce qui génère un cercle vicieux de surexploitation des ressources naturelles et de déclin de la productivité. La théorie du changement est étroitement liée au modèle de reclassement des paysages¹⁰. Participatif et itératif, ce modèle associe les populations locales, dont les groupes vulnérables, aux activités suivantes: i) définition des enjeux environnementaux; ii) détermination des mesures appropriées; iii) établissement des engagements requis pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures de régénération des paysages.
22. L'utilisation d'un modèle de reclassement permet de différencier les stratégies de ciblage et d'appui. Le mécanisme prévu au titre de la composante A aidera les collectivités à créer des coalitions paysagères et à se mettre d'accord sur un ensemble d'interventions à mener et de cibles à atteindre. Le fonds prévu au titre de la composante B garantira un appui technique et financier sur mesure dans le cadre des différentes interventions choisies par les coalitions. Les revenus générés à la faveur des investissements productifs devraient permettre de diversifier les débouchés économiques et le régime alimentaire des populations. L'adoption de pratiques durables d'utilisation des ressources contribuera à la régénération des paysages.

D. Alignement, appropriation et partenariats

23. Le projet a vocation à contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable suivants: l'objectif 1 (pas de pauvreté), l'objectif 8 (travail décent et croissance économique) et l'objectif 15 (vie terrestre). Il contribuera de manière

¹⁰ Le modèle de reclassement orientera l'action que mèneront les coalitions pour définir la meilleure stratégie de régénération des paysages et déterminer si elles peuvent prétendre à des financements du fonds d'initiative pour la régénération.

considérable à l'objectif 2 (faim zéro), à l'objectif 5 (égalité entre les sexes) et à l'objectif 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques). Il vise à renforcer la viabilité environnementale et à accroître la résilience climatique des activités économiques des populations rurales pauvres (objectif stratégique n° 3 du FIDA), tout en favorisant la diversification des entreprises et des possibilités d'emploi en milieu rural (objectif stratégique n° 2 du FIDA).

24. Le projet cherchera à renforcer l'environnement réglementaire et le cadre d'action qui influent sur les effets escomptés. Ce travail sera mené de concert avec le Gouvernement du Lesotho et les autres partenaires de développement représentés au sein du groupe de travail sur la gestion des ressources naturelles, qui se compose de l'Agence allemande de coopération internationale, de l'Union européenne, de la Banque mondiale, de la Millenium Challenge Corporation et de gouvernements majeurs. Dans le domaine des politiques, la plupart des activités du projet s'articuleront autour de la sensibilisation et de la mobilisation des populations, dans le but de promouvoir la mise en œuvre et l'application des réformes réglementaires, dont la version modifiée de la loi sur la gestion des parcours.

E. Coût, avantages et financement

25. Le déficit de financement du projet, qui s'établit à 3,5 millions d'USD, pourra être financé dans le cadre de différents cycles du Système d'allocation fondé sur la performance (selon des conditions de financement à définir et sous réserve des procédures internes et de l'approbation du Conseil d'administration) ou par un cofinancement à déterminer au cours de l'exécution. Les cibles seront ajustées en conséquence, en fonction du potentiel de reproduction à plus grande échelle.
26. La composante B du projet (fonds d'initiative pour la régénération) relève partiellement du financement de l'action climatique. Selon les méthodes appliquées par les banques multilatérales de développement, les fonds climatiques s'établissent à 6,55 millions d'USD (soit 58% du financement total accordé par le FIDA), dont 4,53 millions d'USD pour l'adaptation et 2,02 millions d'USD pour l'atténuation.

Coût du projet

27. Le coût total du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers, s'élève à 46,348 millions d'USD (741,572 millions de LSL) sur huit ans. Le total des coûts de base se chiffre à 43,026 millions d'USD, auxquels s'ajoute un montant estimé de 3,323 millions d'USD au titre des provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers. Le total des coûts de base se répartit comme suit: 28% pour la composante A, 53% pour la composante B et 19% pour la composante C. La contribution totale du FIDA au projet, estimée à 11,3 millions d'USD (24%), se présente sous la forme d'un prêt particulièrement concessionnel (33% du financement du FIDA) et d'un prêt consenti à des conditions mixtes (67%).

Tableau 1

Coût du projet par composante et par source de financement

(en milliers d'USD)

Composantes	Prêt du FIDA		Fonds de l'OPEP		Don du Fonds de l'OPEP		FAO		FEM		Déficit		Bénéficiaires		Emprunteur		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
A. Mécanisme de création de coalitions pour la régénération	3 501	27	1 339	10	-	-	2 223	17	1 781	14	-	-	337	3	3 794	29	12 975
B. Fonds d'initiative pour la régénération	6 279	26	9 094	37	-	-	-	-	1 301	5	3 500	14	1 819	7	2 535	10	24 528
C. Gestion et coordination du projet	1 520	17	4 567	52	500	6	177	2	418	5	-	-	-	-	1 665	19	8 846
Total	11 300	24	15 000	32	500	1	2 400	5	3 500	8	3 500	8	2 155	5	7 994	17	46 348

Tableau 2

Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Fonds de l'OPEP		Don du Fonds de l'OPEP		FAO		FEM		Déficit		Bénéficiaires		Emprunteur		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
I. Dépenses d'investissement																	
A. Assistance technique	2 060	20	2 531	25	217	2	1 883	19	1 949	19	-	-	337	3	1 103	11	10 080
B. Véhicules, matériel et équipements	388	27	646	45	-	-	130	9	-	-	-	-	-	-	290	20	1 453
C. Formation et ateliers	1 052	40	677	26	283	11	388	15	250	9	-	-	-	-	-	-	2 649
D. Fonds pour la régénération	6 279	26	9 094	37	-	-	-	-	1 301	5	3 500	14	1 819	7	2 535	10	24 528
Total des dépenses d'investissement	9 779	25	12 948	33	500	1	2 400	6	3 500	9	3 500	9	2 155	6	3 928	10	38 710
II. Dépenses récurrentes																	
A. Salaires, traitements et indemnités	1 082	18	1 993	32	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 114	50	6 189
B. Dépenses de fonctionnement	439	30	58	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	951	66	1 449
Total des dépenses récurrentes	1 521	20	2 051	27	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 065	53	7 638
Total	11 300	24	15 000	32	500	1	2 400	5	3 500	8	3 500	8	2 155	5	7 994	17	46 348

Tableau 3
Coût du projet par composante et par année du projet
(en milliers d'USD)

Composantes	2021		2022		2023		2024		2025		2026		2027		2028		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
A. Mécanisme de création de coalitions pour la régénération	1 664	13	1 694	13	1 822	14	1 780	14	1 717	13	1 741	13	1 647	13	909	7	12 975
B. Fonds d'initiative pour la régénération	2 483	10	4 177	17	4 442	18	4 175	17	2 885	12	2 660	11	2 520	10	1 188	5	24 528
C. Gestion et coordination du projet	1 251	14	1 203	14	1 034	12	986	11	1 071	12	996	11	1 016	11	1 290	15	8 846
Total	5 398	12	7 075	15	7 298	16	6 941	15	5 672	12	5 397	12	5 182	11	3 387	7	46 348

Stratégie de financement et de cofinancement

28. Le projet sera financé par: i) deux prêts du FIDA d'un montant total de 11,3 millions d'USD; ii) un prêt du Fonds de l'OPEP de 15,0 millions d'USD; iii) un don du Fonds de l'OPEP d'un montant de 0,5 million d'USD; iv) un don du FEM de 3,5 millions d'USD; v) un cofinancement en nature de la FAO (2,4 millions d'USD); vi) une contribution du Gouvernement du Lesotho d'un montant de 7,994 millions d'USD; vii) une contribution en nature des bénéficiaires (2,155 millions d'USD); viii) un guichet de financement de 3,5 millions d'USD. La contribution du Gouvernement du Lesotho, qui s'élève à 7,994 millions d'USD, inclut 0,980 million d'USD de taxes et droits non perçus.

Décaissement

29. Dans le cadre du projet, plusieurs comptes distincts seront ouverts auprès de la Banque centrale du Lesotho: un compte servira à réceptionner les fonds des prêts du FIDA, tandis que les autres seront utilisés pour le dépôt du don du FEM, ainsi que du prêt et du don du Fonds de l'OPEP, après finalisation des accords de cofinancement correspondants. À chaque compte désigné correspondra un compte d'exploitation en monnaie locale, tenu dans une banque commerciale, dont un compte d'exploitation pour la contribution du Gouvernement du Lesotho. L'unité de coordination du projet gèrera les comptes d'exploitation. Le manuel d'exécution du projet posera un cadre clair pour la mesure et le suivi des contributions en nature.
30. Le fonds d'initiative pour la régénération tiendra lieu de guichet de décaissement des ressources disponibles au titre de la composante B. L'accord de financement précisera les conditions particulières de décaissement applicables au fonds. Des comptes désignés supplémentaires pourront être ouverts, au besoin, pour les financements attribués au titre de la composante B. Les audits de performance, effectués lorsque les seuils de dépense convenus seront atteints, conditionneront l'accès progressif aux financements du fonds d'initiative pour la régénération. Les décaissements au profit des prestataires de services participants se feront conformément au plan de travail et budget annuel (PTBA).

Résumé des avantages et analyse économique

31. Le taux de rentabilité économique est estimé à 17,5%. Les avantages directs attendus sont les suivants: i) amélioration des revenus issus des activités agricoles; ii) meilleure disponibilité des denrées alimentaires; iii) activités rémunératrices rentables. Le projet présente d'autres avantages: i) création de 5 525 activités rémunératrices nouvelles et durables ciblant les femmes et les jeunes; ii) maintien d'emplois permanents grâce à des activités rémunératrices; iii) économies de devises découlant de l'augmentation de la production et de la réduction des importations; iv) effet très positif sur le budget, induit par: a) l'augmentation de la production, des revenus et du nombre d'emplois; b) les effets multiplicateurs associés au renforcement de l'activité économique dans les districts ciblés.

Stratégie de sortie et durabilité

32. Le projet met l'accent sur la gestion autonome des ressources naturelles à l'échelle de l'individu et de la collectivité. L'objectif du modèle de reclassement des paysages est de réduire progressivement la dépendance à l'égard de l'investissement public, en renforçant la responsabilité des collectivités ciblées et l'investissement du secteur privé. Au niveau institutionnel, la trajectoire de sortie sera façonnée par les partenariats établis pendant l'exécution du projet. Des activités de renforcement des capacités et de mobilisation conjointe de ressources seront menées pour faire du fonds d'initiative pour la régénération une entité juridique pleinement opérationnelle, afin d'en garantir l'efficacité et la pérennité.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

33. Le risque global du projet est considéré comme substantiel. Après application des mesures d'atténuation prévues, le risque résiduel est jugé modéré. Les risques ont été notés particulièrement élevés dans les sous-catégories suivantes: i) contexte national; ii) passation des marchés; iii) gestion financière. Après prise en compte des mesures d'atténuation des sous-catégories de risque retenues, le risque résiduel est jugé modéré à substantiel.

Tableau 4

Risques et mesures d'atténuation

<i>Domaines de risque</i>	<i>Risque inhérent</i>	<i>Risque résiduel</i>
Contexte national	Élevé/substantiel	Substantiel/modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Élevé	Substantiel
Contexte environnemental et climatique	Élevé/substantiel	Modéré
Portée du projet	Modéré	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Substantiel	Modéré
Gestion financière	Élevé	Modéré
Passation des marchés	Substantiel	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Modéré	Faible
Risque global	Substantiel	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

34. Le projet est classé dans la catégorie environnementale et sociale B. Le projet étant axé sur la gestion environnementale, les effets environnementaux escomptés sont positifs, tandis que les éventuels effets négatifs seront locaux et réversibles. La restriction temporaire ou structurelle de l'accès aux ressources naturelles pourrait générer un impact social négatif. Des méthodes participatives seront appliquées dans le cadre du projet pour garantir que les collectivités ciblées ont conscience des effets potentiels et des éventuelles solutions de substitution.

C. Classement au regard des risques climatiques

35. Le risque climatique est jugé modéré. L'analyse élémentaire des risques climatiques illustre l'incidence des changements climatiques et articule les conclusions aux processus participatifs d'exécution. Des mesures particulières visant à promouvoir l'agriculture climato-compatible (avantages en matière d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets) ont été intégrées dans le cadre de gestion environnementale et sociale.

D. Soutenabilité de la dette

36. S'agissant de la dette extérieure, le risque de surendettement du Lesotho a été reclassé dans la catégorie de risque modéré avec une « marge de manœuvre limitée » (contre auparavant une « certaine marge de manœuvre »)¹¹. La valeur actuelle, exprimée en pourcentage du PIB, de la dette extérieure publique et garantie par l'État devrait approcher les 40% pour l'exercice budgétaire 2020-2021 (soit 10 points de plus que le chiffre indiqué dans l'Analyse de la viabilité de la dette de 2019), en raison de la crise engendrée par la COVID-19 et de la récente dépréciation de la monnaie. Ce chiffre devrait peu à peu diminuer, sous l'effet de l'accroissement de l'emprunt sur le marché intérieur et de la réduction des besoins de financement. La dette extérieure (trois quarts de la dette totale) a été en

¹¹ Banque mondiale et Fonds monétaire international, Analyse de la viabilité de la dette, juillet 2020.

grande partie contractée auprès de créanciers multilatéraux à des conditions favorables. Les principaux créanciers sont l'Association internationale de développement, la Banque africaine de développement, la Banque européenne d'investissement et le Fonds monétaire international. Les principaux créanciers bilatéraux sont la Chine et le Koweït. Le Lesotho participe à l'Initiative de suspension du service de la dette, ce qui pourrait permettre de réaliser 9,8 millions d'USD d'économies (0,4% du PIB de 2019).

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

37. Le Projet de régénération des paysages et des moyens d'existence sera coordonné par une unité de gestion du projet (UGP). L'UGP sera hébergée dans les locaux du Ministère des forêts, des parcours et de la conservation des sols et bénéficiera de la participation du Ministère du tourisme, de l'environnement et de la culture, du Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, du Ministère de l'administration locale et des affaires de chefferie, du Ministère de la condition féminine, de la jeunesse, des sports et des loisirs, ainsi que du Ministère de l'eau et d'autres ministères compétents si nécessaire. L'exécution du projet se fera essentiellement à l'échelon local, sous la direction des conseils locaux et en étroite collaboration avec les autorités traditionnelles. Il sera fait appel à des prestataires de services et à des experts techniques dans le cadre d'interventions spécifiques.
38. Le comité de pilotage du projet sera composé de directeurs des ministères compétents et des organisations non gouvernementales, de cultivateurs et de propriétaires de bétail, et de représentants du secteur privé et de la société civile. Le comité assurera la supervision stratégique du projet et approuvera le PTBA, ainsi que les plans de passation des marchés et les rapports de situation, dont les rapports financiers. Le comité consultatif technique est un organe interministériel dont la mission est d'appuyer l'exécution du projet et de préparer les réunions et les décisions du comité de pilotage. La FAO, en sa qualité de bailleur de cofinancement disposant d'une présence dans le pays, jouera un rôle stratégique majeur non seulement pour ce qui est d'apporter un appui technique, mais aussi de gérer le contexte politique et d'atténuer son incidence sur le projet.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

39. La gestion financière sera centralisée et assurée par l'UGP. La comptabilité sera tenue conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public. Les décaissements se feront conformément au mécanisme du compte d'avances, qui sera complété par des mécanismes de remboursement et des paiements directs réalisés en application des directives du FIDA. Après application des mesures d'atténuation, le risque inhérent au projet passe donc de « élevé » à « modéré ». Le projet pourra être consulté sur le Portail clients du FIDA.
40. Le service d'audit interne du Ministère des forêts, des parcours et de la conservation des sols effectuera des audits de contrôle réguliers. L'équipe du projet soumettra des rapports intermédiaires trimestriels au FIDA aux fins d'information. L'audit externe du projet sera assuré par le Bureau du vérificateur général des comptes du Gouvernement du Lesotho, conformément aux directives du FIDA relatives aux audits des projets qu'il finance.
41. La matrice des risques liés à la passation des marchés indique qu'avec une note de 1,87, le risque inhérent au projet est substantiel. Au vu des maigres capacités dont dispose le Ministère des forêts, des parcours et de la conservation des sols dans le domaine de la passation des marchés, l'UGP constituera une équipe compétente pour ce secteur d'activité. Le Ministère et l'équipe chargée de la passation des marchés bénéficieront des services d'un assistant ou d'une assistante technique pour les travaux de la commission d'appel d'offres et les grands

marchés. Le personnel de l'UGP recevra une formation à la passation des marchés, qui sera organisée par le FIDA après une évaluation des capacités requises.

42. Selon l'Indice de perception de la corruption de Transparency International, le Lesotho présente un niveau de risque modéré (41 points en 2020). La Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations devra être strictement appliquée. De même, la Politique du FIDA en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles sera pleinement respectée tout au long du projet. L'ensemble des entités adjudicatrices, des soumissionnaires, des fournisseurs, des entreprises contractantes, des consultants et des prestataires de services devront se conformer aux normes déontologiques les plus strictes, conformément au paragraphe 69 des Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets.

Participation et retours d'information des groupes ciblés par le projet, et mécanisme de réponse aux doléances¹²

43. Les collectivités ciblées joueront un rôle central dans le suivi des activités et des résultats du projet. Elles fixeront leurs propres cibles et assureront le suivi des progrès accomplis. Dans le cadre du projet, une méthode économique sera mise à l'essai pour déterminer le niveau de satisfaction des bénéficiaires à l'égard des services du projet. L'équipe du projet recueillera régulièrement les points de vue plus détaillés des collectivités ciblées au moyen d'entretiens et de groupes thématiques organisés lors de visites de terrain, ou encore de sondages à mi-parcours et à l'achèvement.

Mécanisme de réponse aux doléances

44. L'équipe du projet établira un mécanisme de réclamation, conformément aux exigences du FIDA, tout en tenant compte des éventuels mécanismes déjà en place. Les populations touchées seront informées de l'existence de ces mécanismes au cours de l'activité de cadrage et de mobilisation, ainsi que dans le cadre des activités régulières de sollicitation des commentaires des clients. L'UGP tiendra un registre des doléances reçues et des mesures définies en conséquence, et le suivi sera assuré par le comité de pilotage.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

45. La planification du projet sera assurée en étroite collaboration avec les principales parties prenantes au niveau national, ainsi qu'au niveau des districts et des villages. Les activités de planification et la budgétisation seront intégrées aux processus des pouvoirs publics et s'appuieront sur le PTBA. Le cadre logique du projet étaiera la mise au point du système d'établissement de rapports et de suivi du PTBA. Les indicateurs du cadre logique sont cohérents avec le cadre de résultats du COSOP pour la période 2020-2025.
46. L'unité de suivi-évaluation de l'UGP se chargera des activités de suivi-évaluation. Pour renforcer les capacités de suivi-évaluation, les activités suivantes seront menées: i) formation approfondie du ou de la responsable du suivi-évaluation du projet, dans le cadre du Programme relatif au suivi-évaluation rural (PRIME); ii) formation de l'ensemble du personnel de l'UGP concernant la planification, la budgétisation et l'utilisation des données de suivi-évaluation; iii) formation à l'utilisation du système d'information de gestion à l'intention de tous les membres du personnel chargés de saisir des données; iv) formation à la planification participative et aux approches participatives à l'intention des partenaires d'exécution et des facilitateurs de coalitions locales; v) intégration systématique du

¹² Pour en savoir plus, voir le document intitulé [Cadre des retours d'information opérationnels des parties prenantes](#).

suivi-évaluation participatif dans les activités de renforcement des capacités des groupes bénéficiaires.

47. La gestion des savoirs revêt une importance cruciale pour changer durablement les modes de gestion des ressources naturelles. La stratégie de gestion des savoirs établie dans le cadre du projet visera à: i) promouvoir l'évolution des comportements; ii) mettre au point des supports de connaissances pertinents pour les politiques publiques; iii) faire mieux connaître le projet. Une stratégie de gestion des savoirs et de communication sera élaborée de concert avec les ministères et institutions d'exécution concernés, dont l'Université nationale du Lesotho.

Innovation et reproduction à plus grande échelle

48. Deux grandes innovations sont introduites dans le cadre du projet: i) le modèle de reclassement des paysages; ii) le recours à un mécanisme et à un fonds à l'appui des activités du projet. Le fonds disposera d'un guichet de financement spécial pour promouvoir la recherche et l'innovation. Le fait de conjuguer les innovations et les interventions techno-habilités aux activités de gestion des savoirs constitue un autre aspect innovant du projet. En ce qui concerne les perspectives de reproduction à plus grande échelle, la méthode de reclassement pourrait être adoptée plus largement, et des cofinancements pourraient être mobilisés pour le fonds d'initiative pour la régénération.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

49. Le démarrage du projet est prévu en novembre 2021. Pour assurer la préparation à l'exécution, une première version détaillée du manuel d'exécution du projet a été établie; elle comprend un premier projet de PTBA, un plan de passation des marchés et un descriptif des missions des prestataires de services. L'intervalle de temps entre la conception du projet et son démarrage sera mis à profit pour mettre sur pied le fonds d'initiative pour la régénération et mener d'autres études préparatoires et de référence.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

50. Pour contrôler les aspects pertinents de l'exécution du projet, les procédures standard de supervision des projets du FIDA seront appliquées, notamment celles exigées au titre des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique, les missions de supervision annuelles et les activités de liaison assurées en continu par le bureau régional du FIDA et les consultants. Un examen commun à mi-parcours sera effectué au cours de la quatrième année du projet et un rapport d'achèvement conforme aux exigences du FIDA sera établi d'ici la fin du projet.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

51. Un accord de financement entre le Royaume du Lesotho et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
52. Le Royaume du Lesotho est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA. Aucun acte de ratification supplémentaire n'est requis.
53. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

54. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera au Royaume du Lesotho un prêt à des conditions particulièrement concessionnelles d'un montant de trois millions cent quarante mille euros (3 140 000 EUR), soit 3 730 000 USD, qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera au Royaume du Lesotho un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à six millions trois cent soixante mille euros (6 360 000 EUR), soit 7 570 000 USD, qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Houngbo

Negotiated financing agreement: "Regeneration of Landscape and Livelihoods Project"

(Negotiations concluded on 20 September 2021)

Loan No: _____

Project name: Regeneration of Landscapes and Livelihoods ("the ROLL"/ "the Project")

Kingdom of Lesotho (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower has requested financing from the Fund for the purpose of the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS, the Fund has agreed to provide financing for the Project on the terms and conditions set forth herein;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, and December 2020, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.

3. The Fund shall provide a loan (Loan) to the Borrower, which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement (the Loan shall be referred to as the "Financing").

Section B

1. The amount of the Loan eligible to highly concessional terms is three million one hundred and forty thousand Euro (EUR 3 140 000).

2. The amount of the Loan eligible to blend terms is six million three hundred sixty thousand Euro (EUR 6 360 000).

3. The Loan granted on highly concessional terms shall be free of interest but shall bear a fixed service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency.

The Loan shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.

4. The principal of the Loan granted on highly concessional terms will be repaid at four and half per cent (4.5%) of the total principal per annum for years eleven (11) to thirty (30), and one per cent (1 %) of the total principal per annum for years thirty-one (31) to forty (40).

5. The Loan granted on blend terms shall be subject to interest on the principal amount outstanding and a service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board. The interest rate and service charge determined will be fixed for the life cycle of the loan and payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency. The Loan shall have a maturity period of twenty-five (25) years, including a grace period of five (5) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.

6. The principal of the Loan granted on blend terms will be repaid in equal instalments.

7. The Loan Service Payment Currency shall be in EUR

8. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 April.

9. Payments of principal, interest and service charge shall be payable on each 15 January and 15 July.

10. The Borrower shall open and thereafter maintain one (1) designated account (the "Designated Account"), at the Central Bank of Lesotho, to receive the proceeds of the IFAD Loan. The Borrower shall also open and thereafter maintain one (1) additional designated accounts (the "Additional Designated Account"), at the Central Bank of Lesotho, to receive the proceeds of the IFAD Loan for financing exclusively the activities pertaining to the Regeneration Opportunity Fund (ROF) under Component B of the Schedule 2.

11. The Lead Implementing Agency shall open project operational bank accounts (collectively, "Project Accounts") in local currency which will thereafter be maintained under the Project Coordination Unit to receive the Financing from the designated accounts.

12. The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the designated accounts and the Project Accounts.

13. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project approximately in the amount of eight million one hundred and eighty thousand United States Dollars (USD 8 180 000) in the form of taxes and duties foregone and largely to support the activities in components 1, 2 and 3 of the Project as outlined in schedule 1.

14. The Borrower shall open a project bank account to receive the co-financing from the Government of the Kingdom of Lesotho. This account shall be managed by the Project Coordination Unit.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Forestry, Range and Soil Conservation (MFRSC).

2. The following are designated as additional Project Parties:

- (i) Ministry of Tourism, Environment and Culture (MTEC);
- (ii) Ministry of Agriculture and Food Security (MAFS);

- (iii) Ministry of Local Government and Chieftainship (MLGC);
- (iv) Ministry of Energy and Meteorology;
- (v) Ministry of Water; and
- (vi) The Food and Agriculture Organisation of the United Nations (FAO), Maseru.

Additional Project Parties are described in Schedule 1 Part 8.

3. A joint mid-term review will be carried out in the fourth Project year.
4. The Project Completion Date shall be eighth anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower. The Financing Closing Date will be established as specified in the General Conditions.
5. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with procurement methods and any other measures identified by IFAD.

Section D

1. The Fund will administer the Financing and supervise the Project.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
 - (a) The PIM and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
 - (b) The Lead Project Agency fails and/or is unable to enter into a Memorandum of Understanding, or other similar agreement with the Food and Agriculture Organisation of the United Nations (FAO), Maseru, to facilitate the implementation of the Project, within 180 days of the execution of this Agreement.
2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - (a) The IFAD no objection to the Project Implementation Manual (PIM) shall have been obtained;
 - (b) Establishment of the Project Steering Committee (PSC) and the Project Technical Advisory Committee as provided for in schedule 1 section 7 shall be finalised. The Programme Coordinator, the Finance Officer and the Programme Procurement Officer within the PCU shall have been appointed following receipt of no-objection from the Fund;
 - (c) The execution of a Memorandum of Understanding or other similar agreement with FAO to facilitate the implementation of the Project;
 - (d) A suitable off-the-shelf accounting software shall have been purchased, installed and implemented at PCU and staff duly trained in the use of it;
 - (e) The Fund Manager-ROF shall have been appointed, following receipt of no-objection from the Fund, as additional condition to disbursement of the

Financing for the activities implemented by the ROF under Component B of the Schedule 2;

- (f) The Additional Designated Account referred to in Section B.10 above shall have been duly opened by the Borrower and the authorized signatories shall have been submitted to the Fund, as additional condition to disbursement of the Financing for the activities implemented by the ROF under Component B of the Schedule 2.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Kingdom of Lesotho:

Minister for Finance
 Ministry of Finance
 P.O Box 395
 Maseru 100, Lesotho

For the Fund:

The President
 International Fund for Agricultural Development
 Via Paolo di Dono 44
 00142 Rome, Italy

This Agreement, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Kingdom of Lesotho.

KINGDOM OF LESOTHO

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Date: _____

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. *Target Population.* The Project shall directly benefit 100,000 people, corresponding to approximately 68,000 rural households. The primary target group will be vulnerable rural households who live in selected catchment areas. This will comprise small-scale producers including poor smallholder farmers, livestock owners and herders, together with unemployed youth and wage labourers.

2. *Project area.* The Project will work in landscapes defined as smaller areas within a sub-catchment directly associated with and used by a village or a cluster of villages. Those landscapes can include a variety of different natural resource areas, such as grazing/range areas, forests, croplands, wetlands and conservation areas. A list of 19 areas directly associated with villages within 16 sub-catchments in 5 districts of Lesotho have been selected for project start-up. Expansion of the list of sub-catchments can be pursued within the lifetime of the project. (The "Project/Area").

3. *Goal.* Human interaction with the natural environment is the primary cause of environmental degradation in Lesotho, exacerbated by climate change. In turn, environmental degradation and low productivity lead to increased poverty, poor nutrition outcomes and vulnerability to climate change. The goal of the Project is to change the dynamic of human interaction with their natural environment and reverse the environmental degradation that has been occasioned due to over exploitation of natural resources. ROLL therefore aims to promote both more sustainable resource use practices and diversified income opportunities.

4. *Objectives.* The objective of the Project is to ensure that rural communities adopt transformational practices for regenerated landscapes and sustainable livelihoods leading to improved nutrition and adaptation to climate change. This objective is underpinned by four outcomes; 1) change in resource use practices; 2) reduction of environmental degradation; 3) improved livelihoods; and 4) the establishment of a facility and a fund. The duration of the project is eight years.

5. *Components.* The Programme shall consist of the following Components:

5.1 Component A: Regeneration Coalition Facility

In this component, different interest groups in a landscape are brought together under the umbrella of a landscape coalition. The objective of this component is to promote meaningful change by promoting a common understanding on the causes of landscape degeneration and of the short and long-term threats that this presents to the livelihoods of all diverse interest groups in a landscape coalition. Based on this common understanding, coalitions will identify the measures needed to reverse degradation, develop a shared commitment to establish more sustainable resource usage patterns and jointly take part in mobilizing resources from the Regeneration Opportunities Fund. The component will furthermore entail activities geared towards technological and organisational innovation, and promote nutrition related activities within the selected landscapes.

5.2 Component B: Regeneration Opportunities Fund

The Regeneration Opportunities Fund (ROF) has the objective of catalysing investments into the regeneration of landscapes. The Fund will be set up as an efficient and focused mechanism that can continue to function beyond the lifetime of the ROLL project. The ROF will finance coalition plans in the selected landscapes. In doing so, the ROF will serve multiple impact areas that have the potential to attract further capital seeking societal and

environmental benefits in terms of downstream water provision, biodiversity preservation and enhancement, and carbon sequestration.

The ROF will be established in a phased approach. The first year will be used to finalize the design of the Fund's structure and governance arrangements, following the features and requirements as described in this Agreement, the Project Design Report and associated documents. The process of design and implementation of the ROF will be overseen by a dedicated steering committee. The criteria for financial disbursements through the ROF will include the establishment of the governance bodies, the recruitment of a competent Fund Manager, an approved Investment Manual and a dedicated financial management system.

The ROF has the aspiration to grow into a larger independent entity to channel investments in landscapes in Lesotho beyond the lifetime of the ROLL project. To facilitate this, the ROF will require a robust governance and oversight, as well as strong results-based delivery model, sound monitoring and skilled management.

5.3 Component C: Project Management

This component will serve to facilitate the effective and efficient implementation of components A and B. It will also include the project's monitoring and evaluation as well as the overall policy engagement and knowledge management functions. This component also includes the coordination of the innovation activities related to any co-financing the Project receives from the Global Environment Facility (GEF) investments and the partnership with FAO.

II. Implementation Arrangements

6. *Lead Programme Agency.* The lead programme Agency shall be the Ministry of Forestry, Range and Soil Conservation (MFRSC).

7. *Programme Management Unit.*

The lead governance body for the project will be the Project Steering Committee (PSC), comprised of Directors and chaired by the Principal Secretary through the Director of Soil and Water Conservation, from the MFRSC. The other members of the PSC shall include but not be limited to representatives from the Ministry of Forestry, Range and Soil Conservation, Ministry of Agriculture and Food Security, Ministry of Finance, Ministry of Water, Ministry of Environment, Ministry of Local Government, Ministry of Gender, Youth & Recreation. It shall also include representatives of farmers and herders' associations, NGOs, private sector and the civil society, and as observers LHDA, and ICM Unit.

The day-to-day management and coordination of the project will be undertaken by a Project Management Unit (PMU). The PMU will undertake the financial management and procurement of the Project. The PMU will be housed at the MFRSC and will be adequately staffed with professionals attracted from the market and seconded from the Government of the Kingdom of Lesotho (GoL). Selection of the PMU staff will be on competitive basis and the Fund will be allowed to sit as observer in key recruitments as necessary. The principal technical partners from Government will include the Ministries of Tourism, Environment and Culture; Agriculture and Food Security; Water; Local Government and Chieftain Affairs; and Gender, Youth, Sports and Recreation among others as may be agreed upon from time to time.

8. *Implementing partners.* The Projects other implementing partners are:

- (i) Ministry of Agriculture and Food Security (MAFS);
- (ii) Ministry of Local Government and Chieftainship (MLGC);
- (iii) Ministry of Energy and Meteorology;
- (iv) Ministry of Water;
- (v) Ministry of Tourism, Environment and Culture (MTEC); and

(vi) The Food and Agriculture Organisation (FAO)

9. *Monitoring and Evaluation.* ROLL will pay high priority to sound monitoring and impact measurement, as both will play a key role in establishing conducive environment for the ROF to graduate into an independent lasting funding mechanism. Project planning will be conducted in close collaboration with key stakeholders at national, district and village level through the Coalition process. Planning and budgeting will be integrated in the GoL processes and will be based on Annual Work Plans and Budgets (AWPBs). The consolidated AWPB will be submitted to the PSC for review and approval and then sent to IFAD for review and No Objection at least 60 days before the start of the Programme year. A Management Information System (MIS) will facilitate the storage, use and analysis of data. This system will, to the extent possible, be connected to the national ICM dataset currently being established with the support of the ICM Support Project and GIZ/FAO. Data on outputs will be collected through the reports of implementing partners, validated by the PMU and triangulated through field visits by the PMU M&E unit. Data on outcomes and impact will be collected through a set of three surveys - baseline, mid-line and completion.

M&E activities will be conducted as much as possible in a participatory way. This means that the communities themselves will set their own targets and monitor progress towards those targets. Tools such as participatory mapping, resource flow diagrams and outcome mapping will be used. Moreover, a system will be set up for regularly collecting beneficiaries' feedback on their satisfaction with project services through cost-effective, yearly WhatsApp surveys.

10. *Knowledge Management.* Knowledge Management and communications will be closely linked to the policy engagement objectives, and aim at creating a broader societal awareness of the existential threat to households and communities posed by landscape degradation. Measures will be introduced to raise awareness amongst a range of stakeholders including local councillors, district officials, traditional leaders, decision makers at national level amongst others.

11. *Project Implementation Manual.* A comprehensive Project Implementation Manual will be prepared, together with an AWPB, procurement plan and Terms of reference for various service providers to be procured, and to ensure implementation readiness. Any revisions to the PIM and AWPB shall have to be previously approved by the Fund.

12. *Project Co-financing.* The Project shall be capable of receiving co-financing contributions from other institutions such as GEF and the OPEC Fund for International Development (OPEC Fund). The Project will also receive in kind contributions from FAO. The Borrower will enter into co-financing agreements with the co-financiers to provide financing for the Project.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the components eligible for expenditure under the Financing, the amounts of the Financing allocated to each component and the percentages of expenditures for items to be financed in each component:

Component	33% of the Loan granted on Highly Concessional (HC) terms (EUR)	67% of the Loan granted on Blend (BT) terms (EUR)	Percentage
Component A	875 000	1 774 000	100%
Component B	1 576 000	3 173 000	100%
Component C	378 000	774 000	100%
Unallocated	311 000	639 000	100%
TOTAL	3 140 000	6 360 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) The Financing is provided 100% net of taxes;
- (ii) Component A covers the expenditure for the activities implemented under the Regeneration Coalition Facility (RCF);
- (iii) Component B covers the expenditure for the activities implemented under the Regeneration Opportunity Fund (ROF): it also includes the costs for the development and management of the ROF Fund;
- (iv) Component C covers the expenditure for project coordination, monitoring and evaluation and knowledge management.

2. *Disbursement arrangements*

- (a) *Start-up Advance.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of USD 500 000 equivalent. The activities to be financed by Start-up Costs will require the no objection from IFAD to be considered eligible.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

1. Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will enter into Memorandum of Understanding (MoU) with implementing partners that will structure the collaboration, define roles, responsibilities and duties with regards to implementation, financial management, accounting and reporting. Prior to entering into the MoUs, the Project will obtain a no objection from the Fund.

2. The Borrower shall facilitate the implementation of special purpose audits on project performance, to be carried out by the Office of the Auditor General or by a qualified independent auditor, upon reaching the threshold of 15% and subsequent 40% expenditure of the Financing allocated to the Component B in Schedule 2. The audit will assess whether or not ROF operations are meeting ROLL's objectives and in the most efficient way in accordance with the ROF investment guidelines as approved by the Fund. Performance audit reports shall be subject to the review by the Fund to release the non-objection to the ROF to further access the Financing.

3. The Project shall submit Interim financial reports (IFRs) to the Fund on the financial progress by expenditure category, component and financier. IFRs shall be provided (i) with each fund withdrawal request, and/or (ii) at quarterly intervals within 30 days after the period-end. Quarterly IFRs shall be subject to verification by the Office of the Auditor General or by a qualified independent auditor, on a bi-annual basis. The auditor will provide assurance to the Fund over the quality and accuracy of the project IFRs and will submit audit reports 45 days after the end of the months of March and September of each calendar year. IFR templates shall be detailed in the Letter to the Borrower.

4. *Planning, Monitoring and Evaluation.* The Borrower shall ensure that (i) a Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) system shall be established within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement.

5. *Gender.* The Project shall ensure that it develops a gender and youth strategy and action plan to facilitate equitable participation of women and men to the economic opportunities and benefits generated by the Project.

6. *Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP).* The Borrower shall ensure that the Project will be implemented in compliance with IFAD's SECAP.

7. *Environment and Social Safeguards.* The Borrower shall ensure that: (a) all Project activities are implemented in strict conformity with the Borrower's relevant laws/regulations; (b) all Project activities give special consideration to the participation and practices of ethnic minority population in compliance with IFAD's *Policy on Indigenous Peoples* (2009), as appropriate; (c) proposals for civil works include confirmation that no involuntary land acquisition or resettlement is required under the Project. In the event of unforeseen land acquisition or involuntary resettlement under the Project, the Borrower shall immediately inform the Fund and prepare the necessary planning; (d) women and men shall be paid equal remuneration for work of equal value under the Project; (e) recourse to child labour is not made under the Project; (f) the measures included in the Gender Action Plan prepared for the Project are undertaken, and the resources needed

for their implementation are made available, in a timely manner; and (g) all necessary and appropriate measures to implement the Gender Action Plan to ensure that women can participate and benefit equitably under the Project are duly taken.

8. *Anticorruption Measures.* The Borrower shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.

9. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.

10. *Use of Project Vehicles and Other Equipment.* The Borrower shall ensure that:

- (a) All vehicles procured under Component B are allocated to the ROF. Remaining vehicles and equipment are allocated to the PCU and lead ministry.
- (b) The types of vehicles procured under the Project are appropriate to the needs of the Project; and
- (c) All vehicles transferred to or procured under the Project are dedicated solely to Project use.

11. *IFAD Client Portal (ICP) Contract Monitoring Tool.* The Borrower shall ensure that a request is sent to IFAD to access the project procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP). The Borrower shall ensure that all contracts, memoranda of understanding, purchase orders and related payments are registered in the Project Procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP) in relation to the procurement of goods, works, services, consultancy, non-consulting services, community contracts, grants and financing contracts. The Borrower shall ensure that the contract data is updated on a quarterly basis during the implementation of the Project.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1.b Estimated corresponding total number of households members				Project M&E	Annual	PMU	Effective and efficient project implementation (A) Project co-financing targets achieved (A)
	Household members - Number of people	0	238000	340000				
	1.a Corresponding number of households reached				Project M&E	Annual	PMU	
	Households - Number	0	47600	68000				
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project				Project M&E	Annual	PMU	
	Females - Number	0	28000	40000				
	Males - Number	0	42000	60000				
Young - Number	0	14000	20000					
Total number of persons receiving services - Number of people	0	70000	100000					
Project Goal Regeneration of landscapes and livelihoods	% of population under poverty line in target constituencies				National datasets		LBOS	Major negative trends in macroeconomic environment (R)
	% of Population - Percentage (%)	54		49				
	Land degradation in selected sub-catchments				National datasets		LBOS	
Soil erosion in tonnes/ha/year - Area (ha)	72.1	64.9	50.5					
Development Objective Rural communities adopt transformational practices for regenerated landscapes and sustained livelihoods	Targeted households reporting and increase in income				Mid-line and end-line surveys	Mid-term and completion	PMU	<ul style="list-style-type: none"> Climate change counteracts gains made (R) Graduation model levels indicate improvements (A) Absolute numbers are calculated based on percentage share of end targets for 'Persons receiving services promoted or supported by the project' (A)
	Households - Percentage (%)							
	Landscapes achieving improvement in socio-economic and environmental level using graduation model				Project M&E	Annual	PMU	
	Number of landscapes - Number	0	250	750				
	IE 2.1 Percentage of individuals reporting an increase in empowerment				Pro-WEAI	Mid-term and completion	PMU	
	Females - Percentage (%)		20	50				
	Males - Percentage (%)		20	50				
	Young - Percentage (%)		20	50				
	Total Persons - Percentage (%)		20	50				
	Females - Number		8000	20000				
	Males - Number		12000	30000				
	Total persons - Number		20000	50000				
	SF 2.1 % of HH satisfied with project-supported services				Mid-line and end-line surveys	Mid-line and end-line	PMU	
	Households - Percentage (%)		70	80				
HH (number)		47600	54400					
HH members		238000	272000					

Outcome 1. Changed resource use practices	3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices			Mid-line and end-line surveys	Mid-terms and completion	PMU	<ul style="list-style-type: none"> • Clear and common understanding of sustainable use (A) • Absolute numbers are calculated based on percentage share of end targets for 'Corresponding number of households reached' (A) • Each household consists of 5 members (A) 	
	Households - Percentage (%)		20					50
	HH (number)		13600	34000				
	HH members		68000	170000				
	SF 2.2 Percentage of HH reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers			Project M&E	Annual	PMU		
	Households - Percentage (%)		60					80
HH (number)		40800	54400					
HH members		204000	272000					
Output 1.1 Formation of coalitions through participation	Number of coalitions built/strengthened			Project M&E	Quarterly	PMU		
Number of coalitions - Number	0	1000	1000					
Output 1.2 Groups trained in landscape management	3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks			Project M&E	Quarterly	PMU	<ul style="list-style-type: none"> • Group size is 12.5 people on average (A) • Around 1.5 HH members per HH supported under CI 3.2.2 will participate in the groups on average (A) 	
	Total size of groups - Number of people		35000					50000
	Females - Number		14000					20000
	Males - Number		21000					30000
	Young - Number		7000					10000
	Groups supported - Number	0	2800					4000
Outcome 2. Reduction of environmental degradation	Vegetation improvement in rangelands within target landscapes			National Monitoring System	Annual	PMU	Jointly agreed upon monitoring system active (A)	
	% of target landscapes with improvement in vegetation - Percentage (%)		30					50
	3.2.1: Greenhouse gas emissions (CO2e) avoided and/or sequestered			FAO Ex-Act Analysis	Baseline, Mid-line, End-line	FAO	Duration of accounting 20 years (A) Indicator corresponds to GEF CI 6 (A)	
	tCO2e/20y	0						9667453
	Number of hectares	0						350403
	tCO2e/ha	0						27.6
tCO2e/ha/yr	0		1.4					
Output 2.1 Land management plans developed and implemented	GEF CI 3. Area of land restored (Hectares)			Project M&E	Annual	PMU	Unclear understanding (R)	
	3.1 Area of degraded agricultural lands restored - Area (ha)	0	2000					4500
	3.2 Area of forest and forest land restored - Area (ha)	0	2500					5000
	3.3 Area of natural grass and shrublands restored - Area (ha)	0	95500					340500
	Total area of land restored - Area (ha)	0	100000	350000				
	GEF CI 4. Area of landscapes under improved practices (hectares; excluding protected areas)			Project M&E	Annual	PMU		
4.1 Area of landscapes under improved management to benefit	0	2100	4350					

	biodiversity (qualitative assessment, non-certified) - Area (ha)							
	4.3 Area of landscapes under sustainable land management in production systems - Area (ha)	0	4900	10150				
	Total area of landscapes under improved practices (hectares; excluding protected areas) - Area (ha)	0	7000	14500				
Output	Improved water level of selected wetland sites and ponds				Project M&E	Annual	PMU	Indicator further developed by development partners incl GIZ
2.2 Increasing water retention of wetlands	Estimate of volume of water retained - Percentage (%)		30	50				
Output	Hectares of invasive species removed				Project M&E / National Monitoring System	Annual	PMU	Efficient invasive species removal strategies deployed (A) Climate change counteracts gains made (R)
2.3 Invasive species removed from rangeland	Hectares of land - Area (ha)	0	40000	100000				
	# of landscape coalitions reporting improved availability of grazing land and water				Project M&E	Annual	PMU	
	Number of landscape coalitions - Number	0	250	750				
Outcome	1.2.8 Women reporting minimum dietary diversity (MDDW)				Survey	Baseline, Mid-line, End-line, Annual	PMU	
3. Improved livelihoods	Women (number) - Number		5000	10000				
	Women (%)		12.50%	25%				
	HH (number)		5000	10000				
	HH (%)		12.50%	25%				
	HH members		20000	40000				
Output	1.1.8 Households provided with targeted support to improve their nutrition				Project M&E	Annual	PMU	The targets may be revised based on baseline figures Local availability of products from different food groups (A)
3.1 Improved nutrition awareness	Total persons participating - Number	0	14000	20000				
	HH (number)	0	14000	20000				
	HH (%)	0	20%	29%				
	Total HH members	0	56000	80000				
	Males - Number	0	5600	8000				
	Females - Number	0	8400	12000				
	Young - Number	0	2800	4000				
Output	Number of new /sustainable IGAs created				Project M&E	Annual	PMU	
3.2 Land and water available for sustainable farming, forestry and nature conservancy enterprises	Income Generating Activities - Number of enterprises - Number	0	2000	5525				
	Women-led IGAs - Number	0	800	2210				
	Youth led IGAs - Number	0	400	1105				
Outcome	# partners participating in fund				Project M&E	Annual	PMU	
4. Effective facility and fund established	Partners - Number	0	0	3				

Output 4.1 Number of coalitions supported through the facility	# of coalitions supported through facility			Project M&E	Annual	PMU	
Coalitions - Number	0	1000	1000				
Output 4.2 Investments in Mio Maloti channelled through the Fund	Mio Maloti investment channelled to coalitions			Project M&E	Annual	PMU	
Millions Maloti - Number	0	200	407				
Output 4.3 Effective management of the Facility/Fund	Percentage/number of coalition plans executed on target each year			Project M&E	Annual	PMU	
Percentage of plans - Percentage (%)	0	65	85				
Number of plans - Number	0	650	850				

/a – indicator disaggregated by gender and age

Integrated Project Risk Matrix

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Country Context		
Political Commitment		
<p>Risk(s): The risk that an unstable political landscape can result in a lack of political will and commitment to the agriculture sector that lead to a potential reversal of key political decisions and withdrawal of support needed for the achievement of the project's objectives (this includes programmed counterpart funding)</p>	Substantial	Substantial
<p>Mitigations:</p> <ul style="list-style-type: none"> Core responsibilities and clear stakeholder roles will be included in the loan agreements/IFAD Establishment of the Regeneration Opportunities Fund to attract additional financing from external investors 		
Governance		
<p>Risk(s): The risk that elite capture of project benefit streams can divert resources and thereby reduce the project effectiveness and affect the achievement of objectives</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigations:</p> <ul style="list-style-type: none"> Design and implement strong targeting policy and practices; delivery-focused implementation mechanism/IFAD and PMU/ All years of project implementation Ensure transparent process of allocation of rewards and incentives/IFAD and PMU/ All years of project implementation Ring-fencing of select activities (e.g. bring in service provider)/PMU/ All years of project implementation Implementation of graduation methodology/PMU/ All years of project implementation 		
<p>Risk(s): The risk that political interference with area selection process which leads to the diversion of project resources to landscapes less in need of support leading to their sub-optimal allocation, compromising the project effectiveness and achievement of objectives</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations: Evidence-based area selection processes/IFAD and MFRSC/ All years of project implementation</p>		
<p>Risk(s): Given that Lesotho is ranked 85 out of 180 countries according to the 2019 Corruption Perception Index (CPI) by Transparency International there is a risk that corrupt practices lead to a diversion of funds and/or benefit streams which compromises the achievement of objectives</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigations:</p> <ul style="list-style-type: none"> Evidence-based area selection processes/IFAD and MFRSC/ All years of project implementation Engagement of the internal audit (IA) unit within the ministry to carry out annual review of the systems of the PCU and all implementing agencies/ MFRSC/ All years of project implementation 		
Macroeconomic		
<p>Risk(s): The risk that negative impact of COVID-19 pandemic on Lesotho's economy, reduced SACU revenue and volatile performance of key sectors (such as wool and mohair and textile sectors) can tighten fiscal space for</p>	High	Substantial

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
the Government of Lesotho and thus restrict ability to meet co-financing targets		
Mitigations: Allowing core activities and proof of concept at smaller scales and regardless of government co-financing		
Fragility and security		
Risk(s): The risk that Lesotho is vulnerable to natural and man-made shocks including civil unrest, conflict, and/or weak governance structures and institutions given the 'elevated warning' issued for Lesotho by the Fund For Peace in the Fragile State Index 2019 and the inclusion of the country in the list of 'States of Fragility 2020' by the OECD	High	Substantial
Mitigations: Project design gave strong focus at community and coalition level. This ideally protects against some risk of project blockage due to unrest in the capital. However, residual risk remains substantial in a context of relatively centralise governance structures		
Sector Strategies and Policies		
Policy alignment		
Risk(s): No risk envisaged		
Policy development & implementation		
Risk(s): The risk that the weak regulatory framework and current policy reforms under way (e.g. rangeland management act, forestry and land act) that complement project activities through sanctions can be contradicting and/or create loopholes that can compromise incentives of targeted communities to engage in project activities	High	Substantial
Mitigations: Supporting government to develop appropriate regulatory frameworks/IFAD/ All years of project implementation		
Environment and Climate Context		
Project vulnerability to environmental conditions		
Risk(s): Project areas and population living there are vulnerable to land degradation which is aggravated by extreme weather events (drought and floods). The current practices of overgrazing also exacerbate land/pasture degradation resulting in soil erosion, siltation of water bodies and destruction of biodiversity	High	Moderate
Mitigations: <ul style="list-style-type: none"> • The SECAP annex and the preliminary ESMF included in the project design document identifies actions to reduce pressure on the natural resources and improve landscapes • Project activities are directed to improving landscapes, mitigating effects of degradation and climatic change 		
Project vulnerability to climate change impacts		
Risk(s): The risk that existing or possible future climate variability and/or extreme climatic events (e.g. droughts, heavy storms etc.) may further exacerbate land degradation and change the needs of targeted areas	Substantial	Moderate
Mitigations:		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
<ul style="list-style-type: none"> • A climate risk analysis included in the project design report will help minimise the identified risks • Wide array of project activities including the graduation methodology are geared to counter degradation and increase resilience against the impacts of climate change 		
Project Scope		
Project relevance		
Risk(s): The risk that the objectives and interventions of the project are not well aligned with national development or IFAD priorities, and/or are not sufficiently relevant or responsive to the needs and priorities of the intended target group throughout the project's lifespan	Moderate	Low
Mitigations: Strong stakeholder consultation and involvement of government in design process/ IFAD and MFRSC/ within project design process		
Technical soundness		
Risk(s): The risk that the setup of the legal entity to manage the Fund may incur delays that reduce ability to achieve project targets	Substantial	Moderate
Mitigations: Ensure strong buy-in and oversight of process, set intermediate milestones/MFSRC and IFAD / All years of project implementation		
Risk(s): The risk that spreading project resources across 5 districts implies insufficient support to enable graduation of villages in selected landscapes and thus decrease effectiveness of the project	Moderate	Low
Mitigations: <ul style="list-style-type: none"> • Pilot of project interventions in selected areas of targeted districts before scaling up/ PCU/ within 1st year of project implementation • Coalition facilitator to ensure continuity of activity/ PCU/ All years of project implementation 		
Risk(s): The risk that communities do not understand or accept the project interventions leading to a low participation in project activities and thus undermining the project implementation and achievement of objectives	Moderate	Low
Mitigations: <ul style="list-style-type: none"> • Develop clear implementation and communication guidelines and materials (KM activities)/ PCU/ 1st year of project implementation • Constant support and appropriate incentives to raise and sustain interest/ PCU/ All years of project implementation 		
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability		
Implementation arrangements		
Risk(s): The risk that insufficient institutional capacity to implement project activities in the line ministries and at local level causes a delay of project interventions and leads to a reduced ability to achieve project targets	Substantial	Moderate
Mitigations: <ul style="list-style-type: none"> • Establish strong PMU (IFAD to indicate key staff)/IFAD and MFRSC/ December 2021 • Design clear implementation modalities/IFAD and MFSRC/ December 2020 • Determination of capacity gaps/IFAD/ January 2021 		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
<ul style="list-style-type: none"> Line ministries will be capacitated on a regular basis/ IFAD/ All years of project implementation Establishment of steering committee to strengthen oversight/ MFRSC/ December 2021 Contracting of service providers/ PMU/ All years of project implementation 		
M&E arrangements		
<p>Risk(s): The risk that the project executing agency's M&E processes and systems are weak or inefficient, resulting in a limited ability to monitor, validate, analyse and communicate results, capture lessons, and adjust implementation to seize opportunities and take corrective actions in a timely manner</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigations: Establish strong PMU (IFAD to indicate key staff)/IFAD and MFRSC/ December 2021</p>		
Procurement¹³		
Legal and regulatory framework		
<p>Risk(s): Due to the national procurement framework being under reform since 2018, the lack of national standard bidding documents, the insufficient procurement monitoring and, most importantly, the observed lack of capacity and general lack of experience with donor-funded procurement of the MFRSC, there is a risk that the Borrower's regulatory and institutional capacity and practices prove to be inadequate for the MFRSC to conduct procurement in a manner that optimizes value for money and integrity</p>	High	Moderate
<p>Mitigations:</p> <ul style="list-style-type: none"> Procurement under ROLL will follow IFAD's project procurement framework, resulting in the full adoption of IFAD's Project Procurement Guidelines and IFAD's Procurement Handbook in lieu of the national procurement framework/ PMU/ All years of project implementation IFAD-funded projects in Lesotho will employ the full set of IFAD standard procurement documents (SPDs) (with the exclusion of SADP II, which uses World Bank templates)/ PMU/ All years of project implementation IFAD-funded projects in Lesotho will be set up onto the Contract Monitoring Tool (CMT) function of ICP/ IFAD/ within 2021 		
Accountability and transparency		
<p>Risk(s): The Country lacks publicly available information on the procurement complaints management, specifically concerning cases being heard and applicable procedures. While Lesotho presents a medium Country Corruption Perception Index Score (40/100), the local authority responsible for investigating corruption allegations is not independent from the government and no systematic debarment system is in place. Furthermore, there is an unclear relationship between the procurement units, the Procurement Policy and Advice Division (PPAD) and the Directorate on Corruption & Economic Offence (DCEO), which is Lesotho's anti-corruption authority. The risk is that accountability, transparency and oversight arrangements could be inadequate to safeguard the integrity of project procurement and contract execution, leading to potential cases of misprocurement and unintended use of funds</p>	Substantial	Moderate

¹³ For the full list of risks and mitigations related to both the country level and project institutional dimensions of public procurement, kindly refer to the ROLL Procurement Risk Matrix, which was used to inform this section of the IPRM.

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
<p>Mitigations:</p> <ul style="list-style-type: none"> The Revised IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations shall apply to all projects, vendors and third parties, in addition to the relevant national anticorruption and fraud laws/ IFAD, MFRSC and PMU/ All years of project implementation Pursuant to the aforementioned Policy, IFAD has the right to sanction firms and individuals including by declaring them ineligible, either indefinitely or for a stated period of time, to participate to any IFAD-financed and/or IFAD-managed activity or operation. IFAD also has the right to unilaterally recognize debarments by any of the International Financial Institutions that are members to the Agreement for Mutual Enforcement of Debarment Decisions if such debarments meet the requirements for mutual recognition under the Agreement for Mutual Enforcement of Debarment Decisions/ IFAD/ All years of project implementation IFAD can strongly encourage government through policy dialogue to accelerate the adoption of the Public Procurement Bill, 2018, which provides the establishment of an autonomous Public Procurement Authority tasked with debaring suppliers, contractors or consultants from participating in public procurement/ IFAD/ All years of project implementation 		
Capability in public procurement		
<p>Risk(s):</p> <p>The Procurement Unit of the MFRSC (PU) handles a low number of procurement activities (none of which involves works or consulting services) and lacks experience with donor-funded procurement, since the MFRSC has had no major donor-funded projects in the past five years, and the minor projects it led showed that procurement was managed directly by the donors. Consequently, the PU exhibited procurement processes of mediocre quality. There is a risk that the capacity of the MFRSC could not meet the standards required by IFAD, resulting in adverse impacts to the development outcomes of the Project</p>	Low	Low
<p>Mitigations:</p> <ul style="list-style-type: none"> IFAD will provide trainings on its project procurement framework and international procurement practice from the start-up phase of ROLL, to be attended by the PU, Tender Panel and Technical Units of the MFRSC, as well as by the relevant members of the ROLL PMU/ IFAD/ within first year of implementation ROLL will adopt IFAD's SPDs, so as to increase the quality of procurement documents./ PMU/ All years of project implementation 		
Public procurement processes		
<p>Risk(s):</p> <p>A sample review of public procurement processes handled by the PU showed that procurement methods for goods were not entirely consistent with IFAD Project Procurement Guidelines and that the PU lacked experience with procurement of works and services. Procurement planning, contract administration/management and record keeping were also found to be inaccurate. The observed shortcomings could result in the misuse of project funds or sub-optimal implementation of the project</p>	Substantial	Low
<p>Mitigations:</p> <ul style="list-style-type: none"> IFAD will provide capacity building in the form of specific trainings for the MFRSC's staff and ROLL will engage a procurement TA, both in country and remotely/ IFAD/ All years of project implementation IFAD will review low-value procurement processes of works and consulting services on a prior review basis/ IFAD/ All years of project implementation 		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
<ul style="list-style-type: none"> ROLL will use the latest IFAD procurement plan template and the ROLL Team will be trained on the preparation, update and upgrade of the template during the start-up phase /IFAD/ within 1st year of implementation Contract administration/management and record keeping will follow the provisions of the IFAD Procurement Handbook/ PMU/ All years of project implementation ROLL will be set up onto the Contract Monitoring Tool (CMT) function of the IFAD Client Portal (ICP), which will provide the level of contract monitoring requested by IFAD/ IFAD /2021 		
Financial Management		
Organization and staffing		
<p>Risk(s): Inadequate staff capacities, skills and experience in project accounting of donor funds management and IFAD guidelines</p>	High	Substantial
<p>Mitigations:</p> <ul style="list-style-type: none"> The staff with required skills and knowledge will be recruited competitively and will be headed by a finance manager In the first 18 months, an internationally FM consultant will be recruited to back stop the team 		
Budgeting		
<p>Risk(s): Failure to adhere to a result based approach in AWPB preparation such that the identified activities by implementing entities during the budget period are not fully implemented resulting in very low performance of the AWPB</p> <p>AWPB not approved at commencement of fiscal year</p> <p>Over/under expenditure on project activities not tracked</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <ul style="list-style-type: none"> Clear budget guidelines and procedures to be detailed in the PIM to assist the preparation of budgets ROLL will deploy a budgeting module in the accounting software 		
Funds flow/disbursement arrangements		
<p>Risk(s): ROLL will mobilise funds from public and private entities for the Regeneration Opportunities Funds in addition to IFAD and its co-financiers and these may lead to cumbersome treasury arrangements</p>	High	Substantial
<p>Mitigations:</p> <ul style="list-style-type: none"> Disbursements will be Centralised at PMU including those for ROF. Disbursement to implementing agencies will be on a quarterly basis Separate designated accounts shall be maintained for each financiers Separate designated account shall be maintained for the ROF Detailed guidelines for the Regeneration Fund will be put in place Performance audit will be conducted in the life of the project to determine furthers disbursements and any gaps that need to be addressed 		
Internal controls		
<p>Risk(s): Segregation of duties due to limited staff numbers</p> <p>High staff turnover due to limited capacities in country</p> <p>Limited reviews by the internal audit unit at LPA due to limited staff numbers</p>	Substantial	Moderate

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Limited controls and application in regards to the ROF resources		
Mitigations: <ul style="list-style-type: none"> • Vacant positions in the LPA that are to provide additional oversight to be filled by September 2021 • Clear and detailed guidelines on the management and reporting for the ROF • Set up of an Internal audit committee at MFRSC to provide additional oversight • A performance audit to be carried out for the ROF when cumulative expenditure reaches 15% and 40% of the allocated financing 		
Accounting and financial reporting		
Risk(s): Financial statements not meeting the accounting standards due to limited staff skills in the preparations Inadequate record Keeping Failure to provide reports according to agreed formats by various financiers Failure to account for beneficiary contributions Implementing partners and community level beneficiaries not having sufficient financial management capacities per GoL and IFAD requirements	Substantial	Moderate
Mitigations: <ul style="list-style-type: none"> • Use of a computerised accounting system customised to produce the necessary reports • Ensure clear accounting guidelines that are well understood are put in place • Capacity building for all the finance persons involved in the accounting functions on the necessary IFAD guidelines 		
External audit		
Risk(s): Delayed submission of audit reports as per IFAD guidelines Audit report is not comprehensive and informative	Substantial	Moderate
Mitigations: Engagement of the office of the Auditor General as per IFAD guidelines on the Financial Accounting and Auditing guidelines		
Environment, Social and Climate Impact		
Biodiversity conservation		
Risk(s): The risk that ROLL support to enterprises leads to further increasing pressure on landscapes, e.g. through more cattle or hillside cultivation leading to reputational damage and reduced ability to achieve project targets	Moderate	Low
Mitigations: Define clear sustainability criteria for enterprises to be supported		
Resource efficiency and pollution prevention		
Risk(s): No significant risk envisaged		
Cultural heritage		
Risk(s):		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
No significant risk envisaged		
Indigenous Peoples		
Risk(s): The risk that the project may cause significant adverse physical, social, or economic impacts on indigenous peoples, or in threats to or the loss of resources of historical or cultural significance to them	Moderate	Low
Mitigations: Develop a social inclusion strategy to ensure marginalized groups are involved/ PMU/ by 1st year of the project implementation		
Community health and safety		
Risk(s): The risk that the project may cause significant adverse impacts on the physical, mental, nutritional or social health/safety status of an individual, group, or population, including as a result of gender-based violence (GBV)	Moderate	Low
Mitigations: <ul style="list-style-type: none"> Develop a Nutrition Action Plan to promote nutrition education and awareness/ PMU/ within the 1st year of implementation Integrate awareness and prevention of GBV in the project trainings/ PMU/ All years of project implementation 		
Labour and working conditions		
Risk(s): The risk that the project may cause exploitative labour practices (e.g. forced or child labour), gender based violence, discriminatory and unsafe/unhealthy working conditions for people employed to work specifically in relation to the project, including third parties and primary suppliers	Moderate	Low
Mitigations: <ul style="list-style-type: none"> Develop a social inclusion strategy to undertake awareness and prevention of child labour in the project activities / PMU/ within 1st year of implementation, in line with IFAD SECAP Procedures The Service providers and suppliers selection will include criteria on prevention of exploitative practices, child protection and prevention of GBV/ PMU/ within 1st year of implementation 		
Physical and economic resettlement		
Risk(s): No risk envisaged		
Greenhouse gas emissions		
Risk(s): No risk envisaged		
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards		
Risk(s): No risk envisaged		
Stakeholders		
Stakeholder engagement/coordination		
Risk(s): The risk that conflicts in intervention areas between or within local/formal authorities, communities or other relevant groups hinder coalition formation, which hinders the implementation project activities	Substantial	Moderate
Mitigations: <ul style="list-style-type: none"> Rapid qualitative assessment of villages in targeted landscapes and stakeholder consultations previous to the start of activities/MFRSC/Spring 2020 		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
<ul style="list-style-type: none"> Engagement with principal chiefs and local counsellors/PMU/ All years of project implementation 		
Risk(s): The risk that overlapping activities from different projects with contradicting incentive schemes that reduce community engagement and/or lead to a duplication of efforts or confusion of targeted communities	Moderate	Low
Mitigations: <ul style="list-style-type: none"> Close collaboration and consultation with relevant agencies and other stakeholder/IFAD and MFRSC/ all project years Participation in NRM donor-working group/ IFAD / all years of project implementation Alignment with national integrated catchment boundaries in area selection process/IFAD and MFRSC/ January 2021 		
Risk(s): The risk that unwillingness of relevant agencies to cooperate and align project activities leading to a decreased effectiveness of the project and lower ability of avoiding a duplication of efforts	Moderate	Low
Mitigations: <ul style="list-style-type: none"> Strong stakeholders consultations during project design; Continued discussions on scope for partnership/ IFAD, MFRSC and PMU/ all years of project implementation Invoke support of steering committee if needed/ IFAD, MFRSC and PMU/ all years of project implementation 		
Stakeholder grievances		
Risk(s): The risk that the project has ineffective grievance/complaint redress processes (including with respect to allegations of non-compliance with IFAD's E,S,C standards, fraud, corruption, or SEA), leading to unaddressed stakeholder complaints that may undermine project implementation and achievement of project development objectives	Moderate	Low
Mitigations: Establish a grievance and complaints mechanism for the project/ PMU/ within 1st year of implementation		